

## TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1 : LES PRINCIPES GÉNÉRAUX . . . . .	1
1.1 L'obligation alimentaire : une définition et la portée de la notion d'aliments . . . . .	2
1.2 Les fondements juridiques de l'obligation alimentaire . . . . .	7
1.3 Les titulaires de l'obligation alimentaire en vertu du <i>Code civil</i> . . . . .	11
1.3.1 Les époux et conjoints civils . . . . .	11
1.3.2 L'obligation alimentaire et le <i>Code civil</i> : les parents et les enfants . . . . .	14
1.3.3 Les conjoints de fait et l'obligation alimentaire : une nouvelle réalité juridique . . . . .	15
1.3.3.1 Le contexte social et juridique . . . . .	16
1.3.3.2 La transformation de la cellule familiale et les effets de la rupture . . . . .	17
1.3.3.3 Le contexte juridique : vers une timide reconnaissance . . . . .	20
1.3.3.4 Les conséquences de cette situation juridique sur les conjoints et les enfants . . . . .	20
1.3.3.5 Et pendant ce temps, ailleurs : l'arrêt <i>Taylor c. Rossu</i> . . . . .	24
1.3.3.6 L'arrêt <i>Walsh</i> : la suprématie du choix et de la volonté de la personne . . . . .	28
1.3.3.7 La décision de la majorité : la primauté de la liberté de choix . . . . .	29

---

1.3.3.8	La dissidence dans <i>Walsh</i> . . . . .	31
1.3.3.9	Éric et Lola : le jugement d'instance . . . . .	34
1.3.4	L'arrêt <i>Droit de la famille – 102866</i> : surprenant ou rafraîchissant ? . . . . .	36
1.3.4.1	Les motifs de Madame la juge Dutil et de Monsieur le juge Giroux . . . . .	36
1.3.4.2	Les motifs du juge Beauregard . . . . .	46
1.3.4.3	La preuve, la connaissance d'office et les dépens . . . . .	50
1.3.4.4	Les frais d'expertise, les honoraires extrajudiciaires et les dépens . . . . .	53
1.3.5	La futurologie : les incertitudes et les options. . . . .	54
1.3.5.1	La vie maritale et les conjoints de fait . . . . .	57
1.3.5.2	L'article 61.1 de la Loi d'interprétation . . . . .	60
1.3.5.3	La rétroactivité . . . . .	62
1.3.5.4	Certaines options pour le législateur . . . . .	62
1.3.6	La détermination du montant de pension en vertu du <i>Code civil</i> . . . . .	65
1.4	Les caractéristiques de l'obligation alimentaire . . . . .	65
1.5	Le moment de la demande pour l'attribution d'une pension alimentaire et la rétroactivité. . . . .	80
1.5.1	Les principes . . . . .	80
1.5.2	L'article 595 C.c.Q. et la rétroactivité de la demande alimentaire . . . . .	81
1.5.3	L'impossibilité d'agir et l'article 595 C.c.Q. . . . .	83
1.5.4	La mise en demeure au sens de l'article 595 C.c.Q. . . . .	89
1.5.5	La rétroactivité et la <i>Loi sur le divorce</i> . . . . .	93
1.5.6	La demande tardive d'aliments . . . . .	93

1.6	L'arrêt <i>D.B.S. c. S.R.G.</i> ; <i>L.J.W. c. T.A.R.</i> ; <i>Henry c. Henry</i> ; <i>Hiemstra c. Hiemstra</i> de la Cour suprême et les principes relatifs à l'obligation alimentaire en divorce . . . . .	97
1.6.1	L'obligation alimentaire et la quadrilogie . . . . .	99
1.6.2	La rétroactivité et la quadrilogie . . . . .	100
1.6.3	L'ajustement de la pension alimentaire et le comportement du débiteur . . . . .	101
1.6.4	La quadrilogie et la présentation de la demande ou le point de départ de la rétroactivité. . . . .	102
1.6.5	La quadrilogie et la situation de l'enfant. . . . .	103
1.6.6	Les difficultés occasionnées par une ordonnance rétroactive et le quantum . . . . .	104
1.6.7	La période de rétroactivité . . . . .	105
1.6.8	L'existence des Lignes directrices fédérales et leurs modalités d'application . . . . .	107
1.7	La jurisprudence post-quadrilogie tant en divorce qu'en vertu de l'article 595 C.c.Q. : des effets secondaires ? . . . .	109
1.7.1	La limitation d'un an imposée par l'article 595 C.c.Q. est discriminatoire. . . . .	121
1.7.2	L'erreur induite par une des parties, la turpitude et la clause de rétroactivité en vertu de l'article 595 C.c.Q. . . . .	121
1.7.3	L'effet de la quadrilogie de la Cour suprême sur l'interprétation législative de l'article 595 C.c.Q. et l'historique de cet article. . . . .	127
1.7.4	L'arrêt <i>Droit de la famille – 10234</i> et la rétroactivité en vertu de l'article 595 C.c.Q. : quand le droit rejoint la réalité . . . . .	137
1.7.4.1	Le jugement de première instance . . . . .	137
1.7.4.2	L'arrêt <i>Droit de la famille – 10234</i> . . . . .	139
1.7.5	La rétroactivité par convention et les revenus annuels fluctuants. . . . .	149

---

1.8	Les modalités de paiement . . . . .	160
1.8.1	Les versements périodiques . . . . .	160
1.8.2	La somme forfaitaire ou globale . . . . .	160
1.8.3	L'attribution d'une somme forfaitaire : les critères et la pertinence . . . . .	167
1.8.4	La somme forfaitaire et l'attribution de la résidence familiale à titre de paiement . . . . .	179
1.8.5	L'attribution d'une seconde somme forfaitaire . . . . .	181
1.8.6	La conversion d'une pension alimentaire fondée sur une convention prévoyant une somme forfaitaire . . . . .	182
1.8.7	La somme forfaitaire pour l'enfant à charge : comment la réviser si elle a déjà été versée ? . . . . .	187
1.8.8	La réserve des recours en matière alimentaire . . . . .	196
1.8.9	La suspension du paiement de la pension alimentaire . . . . .	199
1.9	Les critères de fixation de la pension alimentaire . . . . .	205
1.9.1	L'enfant mineur . . . . .	206
1.9.2	L'époux, l'ex-époux et le conjoint civil . . . . .	207
1.9.3	L'enfant majeur . . . . .	208
1.10	L'obligation alimentaire et la fiscalité . . . . .	208
1.10.1	La déductibilité en ce qui a trait à l'ex-époux, l'époux ou le conjoint civil . . . . .	211
1.10.2	Les paiements alimentaires versés à des tiers et les paiements antérieurs au jugement . . . . .	217
1.10.3	Les changements survenus en 1997 . . . . .	218
1.10.4	La défiscalisation en matière d'aliments pour enfants . . . . .	219

1.10.5	La possibilité de conserver la déductibilité de la pension alimentaire pour enfants contenue dans une ordonnance ou une entente préalable à la défiscalisation . . . . .	222
1.11	Le lien entre les aliments, le partage des biens et la somme forfaitaire . . . . .	225
1.12	Le créancier et le débiteur alimentaire : l'obligation d'entamer le capital . . . . .	226
1.13	Les garanties et les sûretés . . . . .	234
1.13.1	L'hypothèque légale . . . . .	234
1.13.2	La fiducie . . . . .	238
1.13.3	Lettre de garantie . . . . .	249
1.14	L'obligation alimentaire et la faillite . . . . .	249
1.15	Les intérêts et la pension alimentaire . . . . .	252
1.16	La prescription . . . . .	258
CHAPITRE 2 : L'ÉTENDUE DE L'OBLIGATION ALIMENTAIRE À L'ÉGARD DE L'ÉPOUX ET DU CONJOINT CIVIL . . . . .		
	Introduction . . . . .	261
2.1	Un peu de sociologie et les textes de lois . . . . .	263
2.1.1	Un peu de sociologie . . . . .	263
2.1.2	Les textes de lois : le <i>Code civil</i> . . . . .	266
2.1.3	Les critères d'attribution et les objectifs poursuivis en vertu de la <i>Loi sur le divorce</i> . . . . .	268
2.2	Le cheminement de la Cour suprême et l'obligation alimentaire entre époux : un résumé . . . . .	275
2.3	Le cheminement de la Cour suprême du Canada et l'obligation alimentaire entre époux : étape par étape . . . . .	285
2.3.1	L'arrêt <i>Messier c. Delage</i> : le droit aux aliments pendant les années 1980 . . . . .	286

---

2.3.2	La trilogie : de la finalité des conventions et de la théorie de la rupture nette . . . . .	289
2.3.3	Les principes de la « trilogie » sont-ils encore pertinents ? . . . . .	292
2.3.4	<i>Moge c. Moge</i> : de l'égalité des critères de l'article 15.2(6) et de l'autonomie financière . . . . .	293
2.3.5	L'arrêt <i>Willick c. Willick</i> : la modification d'une ordonnance et le concept de changement. . . . .	298
2.3.6	L'arrêt <i>G. (L.) c. B. (G.)</i> : de l'effet du concubinage et du remariage sur l'obligation alimentaire et du concept de changement . . . . .	299
2.3.7	<i>Hickey c. Hickey</i> : le concept de changement et la confirmation des principes de l'arrêt <i>Willick</i> quant à la pension alimentaire entre époux . . . .	306
2.3.8	L'arrêt <i>Bracklow</i> : les fondements de l'obligation alimentaire en divorce et le mariage de courte durée. . . . .	307
2.3.9	L'arrêt <i>Boston c. Boston</i> : l'effet de la retraite sur l'obligation alimentaire. . . . .	320
2.3.10	L'arrêt <i>Miglin</i> : de l'importance, de la validité et de la finalité des conventions en matière familiale . . . . .	332
2.3.11	Les conventions et l'effet de l'arrêt <i>Miglin</i> : la jurisprudence. . . . .	356
2.3.12	L'arrêt <i>Hartshorne c. Hartshorne</i> : de l'importance des conventions et de leur finalité . . . . .	375
2.3.13	L'arrêt <i>Leskun c. Leskun</i> : de l'effet de la faute conjugale sur les aliments. . . . .	384
2.3.14	L'arrêt <i>Rick c. Brandsema</i> : la transparence dans les négociations et la présence du procureur. . . .	402
2.4	L'autonomie financière . . . . .	408
2.4.1	L'autonomie financière : une définition . . . . .	413
2.4.2	La durée du mariage ou de la cohabitation . . . .	422

---

2.4.3	Le mariage de courte durée . . . . .	438
2.4.4	L'arrêt <i>Bracklow</i> et le mariage de courte durée. . . . .	439
2.4.5	L'autonomie et le travail hors le foyer familial . .	445
CHAPITRE 3 : LES EMPÊCHEMENTS À L'ATTEINTE DE L'AUTONOMIE FINANCIÈRE . . . . .		447
3.1	L'aide intergénérationnelle et l'autonomie financière . . .	447
3.2	La maladie et l'autonomie financière. . . . .	451
3.3	Le lien de causalité entre le mariage et les inconvénients en résultant ou la maladie . . . . .	473
CHAPITRE 4 : LA PENSION ALIMENTAIRE : LA FIXATION ET LES ARRÉRAGES . . . . .		481
4.1	La pension alimentaire : l'attribution et l'évaluation . . .	481
4.2	L'établissement de la pension alimentaire au stade provisoire . . . . .	483
CHAPITRE 5 : LE PROJET FÉDÉRAL DE LIGNES DIRECTRICES FACULTATIVES EN MATIÈRE DE PENSION ALIMENTAIRE POUR ÉPOUX . . . . .		493
5.1	Le concept et la pertinence des Lignes directrices facultatives pour époux . . . . .	494
5.2	Les avantages et les inconvénients des lignes directrices. . . . .	496
5.3	Les structures de base des lignes directrices. . . . .	507
5.3.1	Le partage des revenus . . . . .	507
5.3.2	Le revenu net et le revenu brut . . . . .	508
5.3.3	Les critères utilisés . . . . .	509
5.3.4	Les formules, la restructuration et les exceptions . . . . .	510
5.3.4.1	Selon la formule de base sans pension alimentaire pour enfant . . . . .	510

---

5.3.4.2	La formule avec pension alimentaire pour enfant . . . . .	511
5.3.4.3	Les plafonds et les planchers . . . . .	512
5.3.4.4	La restructuration . . . . .	513
5.3.4.5	Les exceptions . . . . .	513
5.4	Les lignes directrices : la démarche . . . . .	515
CHAPITRE 6 : LE TERME ET AUTRES MODALITÉS POUR METTRE FIN À L'OBLIGATION ALIMENTAIRE ENTRE ÉPOUX . . . . .		
6.1	Le créancier alimentaire doit faire des efforts . . . . .	532
6.2	Le terme : la synthèse . . . . .	535
6.3	Le terme et autres modalités pour mettre fin à l'obligation alimentaire : la jurisprudence . . . . .	552
6.4	La réticence à fixer un terme . . . . .	556
6.5	Les choix personnels . . . . .	557
6.6	La synthèse : le droit aux aliments et la pension alimentaire . . . . .	591
6.7	Les critères pertinents retenus par les tribunaux pour l'établissement de la pension alimentaire . . . . .	596
CHAPITRE 7 : LA RENONCIATION AUX ALIMENTS . . . . .		
7.1	La renonciation aux aliments . . . . .	603
7.2	La renonciation aux aliments par un époux dans le cadre du divorce . . . . .	609
7.3	L'écoulement du temps et la renonciation implicite . . . . .	619
CHAPITRE 8 : LES ARRÉRAGES EN MATIÈRE ALIMENTAIRE . . . . .		
8.1	L'annulation des arrérages : les principes et la prescription en matière alimentaire . . . . .	623
8.2	L'annulation des arrérages . . . . .	625

---

8.3	L'annulation des arrérages en vertu du Code civil . . . . .	627
8.4	Le mécanisme de l'article 596 C.c.Q. . . . .	632
8.5	Les arrérages, les intérêts et la compensation . . . . .	644
8.6	Le remboursement et la compensation de la pension versée en trop par le débiteur alimentaire . . . . .	646
8.6.1	Le remboursement de la pension versée en trop par le débiteur alimentaire . . . . .	646
8.6.2	La compensation . . . . .	652
8.6.3	La compensation et les aliments futurs : une solution ? . . . . .	662
CHAPITRE 9 : LES DEMANDES DE MODIFICATION DE L'ORDONNANCE ALIMENTAIRE . . . . .		
9.1	Le concept de changement significatif . . . . .	669
9.2	La révision ou la modification . . . . .	677
9.3	Les faits nouveaux . . . . .	680
9.4	Le changement significatif : la détermination par les parties du changement nécessaire . . . . .	694
CHAPITRE 10 : LA RETRAITE, LA PRÉRETRAITE, LE PARTAGE DES FONDS DE RETRAITE ET LA DOUBLE PONCTION : L'EFFET DE LA RETRAITE SUR L'OBLIGATION ALIMENTAIRE . . . . .		
10.1	La synthèse . . . . .	712
10.2	Le capital du créancier et l'approche de la retraite du débiteur : l'entamer ou ne pas l'entamer... . . . . .	716
CHAPITRE 11 : L'EXÉCUTION DU JUGEMENT ET LA PERCEPTION DES PENSIONS ALIMENTAIRES . . . . .		
11.1	Le jugement doit être exécutoire . . . . .	725
11.2	Le jugement susceptible d'exécution . . . . .	728

---

11.3	La <i>Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires</i> . . .	730
11.3.1	Les principes généraux de la <i>Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires</i> . . . . .	731
11.3.2	L'application de la <i>Loi</i> . . . . .	732
11.4	La pension alimentaire visée par la <i>Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires</i> . . . . .	732
11.4.1	La <i>Loi</i> et l'existence de garanties supplémentaires . . . . .	733
11.4.2	Le rôle du sous-ministre du Revenu : l'exclusivité de la perception ? . . . . .	734
11.4.3	Les ordonnances alimentaires non assujetties à la <i>Loi</i> . . . . .	742
11.4.4	Les cas d'exemption et de suspension de l'application de la <i>Loi</i> . . . . .	744
11.4.4.1	L'exemption . . . . .	744
11.4.4.2	La suspension. . . . .	745
11.4.4.3	Le rôle du greffier . . . . .	746
11.4.5	La perception de la pension alimentaire : deux modes de perception . . . . .	747
11.4.6	Le début du versement de la pension alimentaire. . . . .	748
11.4.7	La retenue à la source et l'ordre de retenue . . . . .	750
11.4.8	Les obligations et la responsabilité de l'employeur du débiteur alimentaire . . . . .	752
11.4.9	Le versement des sommes au créancier alimentaire. . . . .	753
11.4.10	Le versement des avances et leur remboursement . . . . .	754
11.4.11	Les pouvoirs du sous-ministre en vertu de la <i>Loi</i> : le recouvrement. . . . .	763
11.4.12	L'obtention d'information sur la situation financière du débiteur . . . . .	764

11.4.13	Le créancier et le débiteur hors Québec : la perception . . . . .	765
11.4.13.1	Les législations québécoises applicables . . .	765
11.4.13.2	La <i>Loi sur l'exécution réciproque d'ordonnances alimentaires</i> . . . . .	766
11.4.14	La <i>Loi concernant l'obtention et l'exécution réciproques des décisions en matière d'aliments</i> . . . . .	770
11.5	La législation fédérale et la perception de la pension alimentaire. . . . .	772
11.5.1	La perception et la <i>Loi sur le divorce</i> . . . . .	779
11.5.2	<i>Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales et la Loi sur la saisie-arrêt et la distraction des pensions</i> . . . . .	781
11.5.3	L'exécution d'un jugement étranger au Québec ou d'un jugement québécois à l'étranger . . . . .	782
11.5.3.1	L'Entente entre le Québec et la France sur l'entraide judiciaire en matière civile, commerciale et administrative . . . . .	785
11.5.3.2	Les jugements provenant d'autres juridictions . . . . .	787
11.6	Le voile corporatif . . . . .	788
CHAPITRE 12 : LA SURVIE DE L'OBLIGATION ALIMENTAIRE . . . . .		797
12.1	Les principes généraux . . . . .	797
12.2	La forme de la prestation . . . . .	801
12.3	La survie de l'obligation alimentaire : les créanciers visés et le montant de la prestation . . . . .	802
12.3.1	Les créanciers visés. . . . .	802
12.3.2	Le montant de la prestation . . . . .	804
12.3.3	L'ex-époux qui percevait des aliments et les autres créanciers . . . . .	810

---

12.3.4	La valeur de la succession. . . . .	813
12.3.5	La provision pour frais et l'ordonnance de sauvegarde. . . . .	814
12.4	Le droit international privé . . . . .	814
CHAPITRE 13 : LA LOI SUR L'AIDE AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES ET LES PRESTATIONS POUR LA FAMILLE . . . . .		
13.1	Les prestations en vertu de la <i>Loi sur l'aide aux personnes et aux familles</i> . . . . .	815
13.2	Les principes d'application. . . . .	816
13.3	L'impact de la <i>Loi sur l'aide aux personnes et aux familles</i> sur l'obligation alimentaire . . . . .	816
CHAPITRE 14 : LA VALIDITÉ DES CONVENTIONS . . . . .		
14.1	Les principes généraux . . . . .	819
14.2	L'importance des conventions et le respect de la volonté des parties . . . . .	822
14.3	Le <i>Code civil du Québec</i> et la validité des conventions. . .	825
14.3.1	Les conditions de validité de la convention . . . . .	825
14.3.2	Le consentement libre et éclairé. . . . .	829
14.3.3	La Trilogie et la lésion en droit civil : entre majeurs ? . . . . .	831
14.3.4	La présence d'un procureur indépendant et compétent. . . . .	835
14.3.5	La jurisprudence et le caractère déraisonnable de la convention. . . . .	841
14.3.6	La vulnérabilité, le procureur indépendant et compétent et la transparence : les arrêts <i>Miglin</i> et <i>Rick c. Brandsema</i> de la Cour suprême . . . . .	852
14.3.7	La fragilisation des conventions et la déontologie . . . . .	859

---

14.4	Les limites de l'arrêt <i>Miglin</i> . . . . .	880
14.5	Les motifs d'annulation : une synthèse . . . . .	888
14.6	Les documents rédigés en médiation . . . . .	890
14.6.1	Le rapport du médiateur (art. 827.3.1 C.p.c.) . . . . .	890
14.6.2	Le résumé ou sommaire des ententes . . . . .	890
14.6.3	Le projet d'accord. . . . .	900
CHAPITRE 15 : L'OBLIGATION ALIMENTAIRE ET LES ENFANTS. . . . .		903
15.1	Les fondements, les définitions et les titulaires en vertu du Code civil. . . . .	908
15.2	Les fondements, les définitions et les titulaires en vertu de la <i>Loi sur le divorce</i> . . . . .	912
15.3	Le concept <i>in loco parentis</i> en droit civil ? . . . . .	917
15.4	Les revenus de l'enfant mineur . . . . .	922
15.4.1	Le devoir d'entretien et l'obligation alimentaire. . . . .	924
15.4.2	Les programmes gouvernementaux relatifs à l'enfant et la fiscalité de la pension pour enfant : les principes . . . . .	925
15.4.3	Les programmes gouvernementaux relatifs à l'enfant . . . . .	926
15.4.4	La prestation universelle pour la garde d'enfants. . . . .	931
15.4.5	La comptabilisation de la PUGE . . . . .	932
15.4.6	Le remboursement des prestations lorsque l'ordonnance de la Cour ou la convention des parties prévoyait des modalités de paiement . . . . .	937
15.4.7	La pension alimentaire pour enfant et les prestations de deniers recours . . . . .	953
15.5	Le traitement fiscal de la pension alimentaire pour l'enfant . . . . .	954

15.5.1	Le crédit équivalent pour personne entièrement à charge (ou crédit équivalent au montant pour conjoint au fédéral) . . . . .	958
15.5.2	Les autres déductions possibles . . . . .	958
15.6	Le calcul de la pension alimentaire avant le 1 <sup>er</sup> mai 1997 . . . . .	960
15.7	L'ajustement « rétroactif » du montant de la pension alimentaire pour enfants. . . . .	962
15.7.1	La <i>Loi sur le divorce</i> . . . . .	962
15.7.2	Le <i>Code civil du Québec</i> . . . . .	964
15.8	Les Lignes directrices québécoises et fédérales. . . . .	974
15.8.1	La genèse . . . . .	974
15.8.2	Une interprétation généreuse des besoins de l'enfant ? . . . . .	979
15.9	Les <i>Lignes directrices fédérales</i> . . . . .	981
15.9.1	Les principes d'application . . . . .	981
15.9.2	Un survol des règles applicables au calcul en vertu des <i>Lignes directrices fédérales</i> . . . . .	988
15.9.3	La garde partagée et les <i>Lignes directrices fédérales</i> . . . . .	992
15.9.4	Les cas particuliers en vertu des <i>Lignes directrices fédérales</i> . . . . .	995
15.9.4.1	L'enfant majeur . . . . .	995
15.9.4.2	Les revenus supérieurs à 150 000 \$ . . . . .	995
15.9.4.3	Le statut <i>in loco parentis</i> . . . . .	998
CHAPITRE 16 : LES LIGNES DIRECTRICES QUÉBÉCOISES . . . . .		1003
16.1	L'application. . . . .	1003
16.2	La genèse . . . . .	1003

---

16.3	L'adoption des <i>Lignes directrices québécoises</i> et les textes législatifs pertinents . . . . .	1006
16.4	Les principes des <i>Lignes directrices québécoises</i> . . . . .	1008
16.5	La démarche. . . . .	1016
16.5.1	La procédure . . . . .	1016
16.5.2	Le tiers gardien et l'enfant mineur : un cas particulier . . . . .	1017
16.5.3	Les éléments du calcul : un sommaire . . . . .	1018
16.5.3.1	Le revenu brut et le revenu disponible . . . . .	1018
16.5.3.2	Les déductions et les revenus de l'enfant : la contribution parentale de base . . . . .	1020
16.5.3.3	Le nombre d'enfants . . . . .	1022
16.5.3.4	Le temps de garde . . . . .	1023
16.5.3.5	Les modalités de garde . . . . .	1033
16.6	Le logiciel <i>Aliform</i> et le <i>Formulaire</i> en réseau Jurifamille . . . . .	1036
16.6.1	L' <i>Aliform</i> . . . . .	1036
16.6.2	Jurifamille . . . . .	1038
16.7	Le calcul des revenus bruts aux fins d'établir la pension alimentaire. . . . .	1039
16.7.1	L'établissement du revenu brut . . . . .	1039
16.7.2	La période de référence pour l'établissement du revenu et la moyenne des revenus . . . . .	1049
16.7.3	Les avantages financiers tirés d'un emploi ou d'une autre source et l'établissement du revenu brut. . . . .	1063
16.7.4	<i>Le travailleur autonome</i> et les revenus de loyers . . . . .	1070
16.7.5	La jurisprudence et la qualification de revenu. . . . .	1078

---

16.7.6	L'obligation de contribuer des parents . . . . .	1087
16.7.7	L'obligation de divulguer des parents . . . . .	1092
16.7.8	Le revenu fictif ou présumé . . . . .	1094
16.7.9	Le nouveau conjoint et l'effet indirect de la pension alimentaire pour enfants à l'égard du parent gardien . . . . .	1106
16.7.9.1	Le nouveau conjoint . . . . .	1106
16.7.9.2	L'effet indirect de la pension alimentaire pour enfants à l'égard du parent gardien . .	1108
16.7.10	Les revenus supérieurs à 200 000 \$ . . . . .	1109
16.7.11	Le traitement des pertes . . . . .	1116
16.7.12	Les actions, les bénéfices non répartis et les actifs . . . . .	1120
16.7.13	Les revenus non divulgués aux autorités fiscales . . . . .	1136
16.8	Les revenus fluctuants d'une année à l'autre . . . . .	1140
16.9	La réception d'un revenu net d'impôt . . . . .	1143
16.10	L'abandon d'un emploi, la diminution volontaire des revenus, la retraite et la réorientation de carrière . . . . .	1144
CHAPITRE 17 : LES FRAIS DE GARDE . . . . .		1183
CHAPITRE 18 : LES FRAIS D'ÉTUDES POST- SECONDAIRES . . . . .		1189
CHAPITRE 19 : LE QUANTUM DE LA PENSION ALIMENTAIRE PAYABLE ET L'ENTENTE ENTRE LES PARTIES . . . . .		1191
CHAPITRE 20 : LES FRAIS PARTICULIERS . . . . .		1195
20.1	Les frais particuliers : les principes . . . . .	1199
20.2	Les frais particuliers : délimiter les contours . . . . .	1200
20.3	L'arrêt <i>Droit de la famille</i> – 3228 : le besoin particulier et le caractère raisonnable . . . . .	1203

20.3.1	Le critère de « nécessité » s'attache aux besoins spécifiques concernés et dictés par la situation particulière de l'enfant . . . . .	1204
20.3.2	La dépense doit être raisonnable eu égard aux moyens financiers des parents . . . . .	1206
20.3.3	La simplicité involontaire . . . . .	1213
20.3.4	L'exigence de la consultation avec l'autre parent . . . . .	1217
20.3.5	Les besoins antérieurs à la rupture et le paiement <i>des frais pour un autre enfant</i> issu de l'union ou de la même fratrie . . . . .	1225
20.4	Les frais particuliers non récurrents . . . . .	1226
20.5	De certains frais particuliers particulièrement particuliers ! . . . . .	1231
20.5.1	L'école privée . . . . .	1232
20.5.2	Les loisirs et la culture . . . . .	1239
20.5.3	L'Internet . . . . .	1240
20.5.4	Le sport : luxe ou nécessité . . . . .	1243
20.5.5	Le régime enregistré d'épargne étude . . . . .	1247
20.6	Le paiement des frais particuliers : périodicité ou somme forfaitaire . . . . .	1247
20.7	Les besoins de base et les frais particuliers : parlons chiffres . . . . .	1253
20.8	Tableau synthèse : les frais particuliers et la jurisprudence . . . . .	1262
<b>CHAPITRE 21 : LES DIFFICULTÉS EXCESSIVES ET SIMPLES . . . . .</b>		<b>1309</b>
21.1	Le non-exercice des droits d'accès . . . . .	1314
21.2	Les droits d'accès et l'enfant majeur . . . . .	1349
21.3	Les enfants issus d'autres unions : l'application des difficultés « simples » . . . . .	1352

---

21.3.1	Les principes . . . . .	1359
21.3.2	L'arrêt de la Cour d'appel dans <i>Droit de la famille</i> – 07934. . . . .	1362
21.3.3	L'application des critères . . . . .	1373
21.3.4	Une revue de la jurisprudence . . . . .	1378
21.4	L'obligation alimentaire à l'égard d'autres personnes . .	1395
21.5	Les dettes familiales . . . . .	1395
21.6	Le transport . . . . .	1401
21.7	Le placement en famille d'accueil ou en institution et les difficultés excessives . . . . .	1411
21.8	Le coût de la vie . . . . .	1421
21.9	Le niveau de vie . . . . .	1426
CHAPITRE 22 : LE CONCEPT DE CHANGEMENT SIGNIFICATIF. . . . .		
22.1	Réviser ou modifier l'ordonnance alimentaire ? . . . . .	1450
22.2	La jurisprudence : le concept de changement . . . . .	1452
22.3	Les parties et la définition du changement nécessaire. .	1455
CHAPITRE 23 : L'OBLIGATION ALIMENTAIRE À L'ÉGARD DE L'ENFANT MAJEUR . . . . .		
23.1	L'enfant majeur et l'obligation alimentaire : un peu de sociologie . . . . .	1459
23.2	Le recours de l'enfant majeur : ses fondements . . . . .	1461
23.2.1	Le Code civil. . . . .	1462
23.2.2	La loi sur le divorce : l'enfant à charge . . . . .	1465
23.3.3	L'enfant handicapé . . . . .	1468
23.2.4	La nature de l'obligation. . . . .	1476
23.2.5	Les frais visés : les frais d'études postsecondaires . . . . .	1476

---

23.2.6	La jurisprudence . . . . .	1478
23.3	La pension pour l'enfant majeur : la démarche procédurale. . . . .	1481
23.4	À qui sont payables les aliments ? . . . . .	1488
23.5	L'application des <i>Lignes directrices</i> à l'enfant majeur . .	1489
23.6	Le <i>quantum</i> , les critères d'attribution, les études, le concubinage et la parentalité . . . . .	1496
23.6.1	Le concubinage et le mariage . . . . .	1499
23.6.2	Les études ; jusqu'à quel niveau : le second ou le troisième cycle ? . . . . .	1501
23.6.3	La parentalité . . . . .	1509
23.7	Le calcul en présence d'un enfant mineur et d'un enfant majeur selon les <i>Lignes directrices</i> . . . . .	1512
23.8	La possibilité, pour le débiteur, de recevoir le créancier chez lui : l'article 592 C.c.Q. . . . .	1516
23.9	Les obligations de l'enfant majeur . . . . .	1519
23.9.1	Le sérieux et les efforts . . . . .	1519
23.9.2	La recherche d'emploi . . . . .	1527
23.9.3	La réorientation de carrière . . . . .	1528
23.9.4	L'abandon des études, l'état de santé et les échecs scolaires . . . . .	1531
23.9.5	Le majeur : l'effort financier . . . . .	1541
23.9.6	Les prêts et bourses : un revenu ? . . . . .	1551
23.9.7	La pension alimentaire pour l'enfant, le parent aux études et l'effet sur les prêts et bourses de ce dernier. . . . .	1555
23.10	Le terme fixé à l'obligation . . . . .	1560
23.11	L'enfant majeur, son attitude, l'ingratitude et le droit aux aliments. . . . .	1570

23.12 La fiscalité et les frais nets . . . . .	1599
23.12.1 La fiscalité . . . . .	1599
23.12.2 Les frais d'études postsecondaires nets . . . . .	1599
23.13 La pension alimentaire et la rétroactivité . . . . .	1600
23.14 Une synthèse . . . . .	1601
CHAPITRE 24 : L'OBLIGATION ALIMENTAIRE ENTRE PARENTS EN LIGNE DIRECTE AU PREMIER DEGRÉ . . . . .	1605
TABLE DE LÉGISLATION . . . . .	1611
TABLE DE JURISPRUDENCE . . . . .	1631
INDEX ANALYTIQUE . . . . .	1761